



Note politique du 15 avril 2025

Trump, le jour de la pause. Macron, le jour de la pose

Didier Dufau

1. Trump, le « transactionnel », est-il un fou furieux délirant ?

Pour un parti de gouvernement héritier du Général de Gaulle, les grandes césures de l'histoire sont plus qu'un sujet d'actualité : un moment où il ne faut pas se tromper et bien comprendre ce qui se passe. Bien sûr le militant peut laisser les élites du parti définir les positions nécessaires. Les conférences de presse du fondateur de la Vème étaient le moment où la réflexion, longuement murie et exprimée avec les mots les mieux choisis, venait fixer le cap et faire comprendre l'action à mener.

L'exercice a disparu. La réflexion a été remplacée par le buzz médiatique, et surtout par le silence. LR depuis la défaite de Nicolas Sarkozy s'apparente au monde du silence du lieutenant Cousteau, sans poisson, sauf le 1^{er} avril.

Quand on constate le brouhaha déjanté et parfois lunaire qui a accompagné l'annonce de Donald Trump du « jour de libération », le 2 avril puis du « jour de la pause », le 9 avril, on peut légitimement penser que la prudence justifierait un Wait and See très churchillien. D'un autre côté qu'est-ce qu'un parti de gouvernement qui n'aurait rien à dire d'un bouleversement du monde ?

Quelles leçons LR peut-il tirer des événements qui viennent de se produire ?

Il faut éliminer les explications vengeresses sur la folie subite, l'incompétence, la violence gratuite de l'équipe américaine. Les événements trahissent trois préoccupations majeures que l'Etat américain peut difficilement éluder.

La première concerne le niveau de la dépense publique rapportée à la dette globale du gouvernement américain. Le budget nécessaire pour rémunérer les 38 mille milliards de dettes est supérieur depuis quelques années à la dépense militaire. Cela signifie très concrètement... que **le pays n'a plus les moyens** de continuer à payer pour sa domination militaire, sa sécurité et celle du monde occidental !

La réponse de l'exécutif américain a été exhaustive et claire :

Trump veut :

- Réduire la dépense militaire :
En mettant fin à la guerre d'Ukraine
En obtenant une réduction de la course à l'armement de la part de la Chine et de la Russie.
- Réduire la dépense publique tout court pour dégager des marges
- Obliger ses alliés à prendre leur part du fardeau.
- Exiger que les pays en guerre soutenus par les Etats-Unis restituent une partie de l'aide qui leur est accordée d'une façon ou d'une autre.

Ce ne sont pas des exigences irrationnelles, compte-tenu que les Etats-Unis ne parviennent plus à assumer la charge. Cette information est cruciale. Si les Etats-Unis perdent leur place de première puissance mondiale, l'Occident et la France se trouveront confrontés à un monde entièrement nouveau et plus dangereux.

Corollaire : ce n'est pas l'absence de volonté américaine de nous défendre que nous devrions craindre, mais cette incapacité avouée des Etats-Unis de trouver ces dernières années les financements nécessaires. Rappelons que la France était considérée comme la première puissance militaire mondiale en 1930 et il ne lui a fallu que dix ans pour s'effondrer. Le « leader du monde libre » est en panne. Ce n'est une bonne nouvelle pour personne. Donald Trump le constate. Et lance un plan brutal de redressement.

Cette politique peut-elle réussir ? Sans les Européens, non ! Beaucoup l'ont compris en Europe et ils sont prêts à payer plus cher le parapluie américain. Les bases américaines sont toujours là et l'Otan n'a pas disparu. L'industrie militaire française ne doit pas s'exalter. Au moins pour les dix ans à venir, les autres alliés des Etats-Unis n'ont pas le choix : ils paieront d'abord les Américains !

Ce qui anime notamment les Allemands et les pays au contact de la Russie, c'est le peu de moyens que « les dividendes de la paix » ont laissé pour mener une guerre intensive. La guerre d'Ukraine a montré une faille stratégique européenne en cas d'attaque massive de chars et de drones sur un point du territoire européen. C'est cette faille que les états-majors tentent de réduire. Sans envoyer paître les Etats-Unis. Sans le coup de force des Etats-Unis, l'auraient-ils fait ? Peu probable !

La seconde interrogation de l'exécutif américain concerne **la baisse relative de la prospérité américaine avec une atteinte très nette au niveau de vie de sa classe moyenne**. Les Etats-Unis ne sont pas les seuls concernés. Tous les pays développés occidentaux sont dans ce cas.

Une observation simple montre que les déficits extérieurs américains vis-à-vis de pays pratiquant un mercantilisme exacerbé sont en effet hors normes. C'est la critique bien connue : on ne peut pas indéfiniment sous-traiter sa production et acheter ce dont a besoin à l'extérieur à crédit, sachant que la richesse est la valeur que l'on crée.

Les dirigeants américains cherchent donc :

A imposer aux exportateurs étrangers de produire sur le sol américain
A réduire les importations par les tarifs douaniers, définitivement ou comme arme de négociation temporaire, pour obtenir d'autres avantages.
A casser les pratiques mercantilistes de certains pays et leurs trop gros excédents.

Ici à nouveau, la préoccupation est légitime et la situation était effectivement de plus en plus insupportable, sans que rien ne bouge. Ici encore, la France est exactement dans la même situation. Que les Etats-Unis veuillent sortir de cette situation empoisonnée est légitime, avec ce bémol qu'ils l'ont créée en rompant les accords de Bretton Woods, le 15 août 1971 et qu'ils ont empêché toute réforme depuis. La brutalité des méthodes mises en place et leur unilatéralisme, sans qu'il y ait eu de vrai diagnostic des causes, a causé un gros malaise qu'il a fallu éteindre par la « pause » édictée à peine une semaine après la « libération ».

Une troisième préoccupation concerne les Gafam et la technique qu'ils emploient pour obtenir des gains phénoménaux sans payer d'impôts. On connaît l'histoire d'Apple : faire construire en chine des téléphones pour 100 dollars. Les vendre plus de 1500 dollars aux Etats-Unis (et ailleurs en Occident) et, par des prix de transferts, faire atterrir les bénéfices dans des paradis fiscaux comme l'Irlande, où l'imposition est de 4%. Ces sociétés deviennent plus puissantes que des états et interviennent à leur guise dans les affaires du monde en remployant ces gains non taxés.

Que les Etats-Unis qui perdent des milliards de rentrées fiscales légitimes dans ce système inconséquent tentent de le briser est parfaitement légitime. Là encore la brutalité des méthodes employées interpelle, comme leur efficacité. Tous les pays européens et en particulier la France souffrent exactement de la même façon de ce mécanisme délétère. Et ils ne bougeaient pas...pour ne pas indisposer les Etats-Unis, mère de toutes ces entreprises !

Quand on prend un peu de hauteur, la question n'est pas de savoir si Donald Trump joue les John Wayne ou s'il est fou. Mais de savoir :

- Si les difficultés réelles que les Etats-Unis rencontrent peuvent se résoudre avec la méthode employée.
- Si, confrontée en partie aux mêmes difficultés, la France et plus généralement l'Europe peuvent trouver une solution pour eux-mêmes.

Il faut embrasser la situation globale de l'Occident industrialisé, pour se former une opinion sur les causes de son déclin et sur ce que serait une bonne solution multilatérale à opposer au « big stick » trop sommaire et contreproductif de Donald Trump, qui a choisi de frapper les flux physiques, produits par produits, pays par pays, ce qui n'est pas tenable. Dans ce moment de panique voulue et organisée par les Etats-Unis, l'important est de ne jamais oublier que nous avons un problème de création de richesse en Occident et que le système global ne peut pas rester en l'état.

2. La situation française est proche de la situation américaine

Qui peut nier que, comme les Etats-Unis, la dette française et ses intérêts ne permettent plus à la France de maintenir sa puissance régaliennne ? L'arme nucléaire coûte « un pognon de dingue » et la faillite que nous frôlons tous les jours nous empêche de maintenir l'enseignement public, la politique de santé, la sécurité publique, la justice, la recherche et l'enseignement national. Nous avons déjà replié nos antennes à l'étranger, où nous avons laissé tomber l'enseignement du Français et l'action culturelle à l'étranger. Nous sommes virés d'Afrique sans ménagement.

Qui peut nier que la classe moyenne soit en souffrance en France ? La montée de LFI et du RN, traduit assez ce malaise.

Qui peut nier que les Gafam et les grandes entreprises internationales vendent au prix fort des produits importés en transférant les gains dans des paradis fiscaux par des prix de transfert ?

Comme les Etats-Unis nous souffrons dans le commerce international de balances totalement déséquilibrées. Globalement le déficit est de près de 175 milliards avec des situations particulières particulièrement déplaisantes et destructives :

Allemagne : importations 112 exportations 80,32 milliards de déficit.

Belgique : importations 60 exportations 34,26 milliards de déficit.

Pays-bas : importations 42 exportations 19,23 milliards de déficit.

Chine : importations 30 exportations 19,11 milliards de déficit.

La situation bilatérale avec l'Allemagne est la pire et détruit la notion de couple franco-allemand. Les centaines de milliards d'euros accumulées sur le dos de la France depuis des décennies a permis à l'Allemagne de racheter une part incroyable de nos industries. Dans un silence de cathédrale.

Pour reprendre le langage de Trump, "we are screwed up" dans des proportions phénoménales. Et nous avons fini par accumuler 3 400 milliards d'euros de dettes comme les Etats-Unis en ont accumulé 38 mille milliards de dollars. Nous entrons là dans le cœur du sujet.

Les traités d'après-guerre, tirant l'expérience des désastres économiques de l'entre-deux guerres ont tous rappeler que les grands déficits et excédents extérieurs étaient à proscrire. Les accords de Bretton-Woods ont créé le FMI justement pour surveiller les politiques des pays membres du système afin qu'ils n'accumulent pas les déficits ou des excédents importants et durables. Cette organisation est le cadre des Trente glorieuses. Sa destruction a marqué le retour des récessions à répétition, la baisse de la croissance jusqu'à la stagnation actuelle, et l'explosion de déséquilibres extrêmes des balances de paiements. Pire encore, par hubris fédéraliste, l'Union Européenne a créé l'Euroland à l'intérieur de laquelle aucun ajustement des balances commerciales et de paiements ne peut s'exercer, permettant à trois pays de capter l'épargne de toute la zone. La décision américaine du 15 août 1971 plus la création de l'Euroland ont tué la prospérité de l'Occident et permis à des dictatures de s'armer et de le menacer.

3. Le vrai débouché de la pause décrétée par Donald Trump

L'action des Etats-Unis présente des objectifs qui peuvent se justifier et des moyens qui ne le peuvent pas. La violence employée fait douter de la sincérité des objectifs annoncés. La remise en cause des effectifs militaires américains en Europe est-elle un but en soi ou une simple menace pour faire céder l'Europe ? Les hausses drastiques de droits de douane est-elle une simple menace ou un objectif per se ? Une chose est de faire sentir le vent du boulet une autre d'envoyer un vrai boulet. La violence soudaine n'est pas une bonne manière de négocier. Elle pousse à la violence réciproque. L'improvisation n'est pas bonne conseillère. Elle a des conséquences délétères par elle-même et par les réactions qu'elle provoque.

L'aller et retour en sept jours, de la « journée de la libération » à celle la pause, avec un krach boursier mondial entre les deux n'a certainement pas été calculé. La situation globale financière du monde est tellement dégradée, après 50 ans de changes flottants et de déséquilibres des balances extérieures, que les « marchés », devenus totalement artificiels, ont explosé et qu'une crise de liquidité s'est mise en place. Il n'a fallu qu'une journée pour constater l'effondrement et une journée pour constater le redressement partiel. Du coup la menace n'a plus de sens : sa mise à exécution frapperait les Etats-Unis très durement, avec un risque de faillite de la trésorerie américaine incapable de refinancer sa dette avec une fuite devant le dollar.

Le vrai débouché légitime de cette crispation malsaine n'est pas un renversement des alliances et une guéguerre commerciale mais la **reconstruction du système monétaire international** et une réorganisation financière et technique de l'OTAN. Peut-elle être menée en trois mois ? Certainement pas ! L'alternative qui consiste à voir des Etats vassalisés aller à Canossa à la queue leu leu dans le bureau ovale ne peut mener qu'à des mécomptes.

On est censé attendre des résultats sur la guerre en Ukraine. On n'a vu que des aggravations. Poutine a-t-il une raison quelconque de se lancer dans des négociations ? Prendre ses gains actuels et s'arrêter là ? Pourquoi faire puisqu'il peut gagner à la longue ? Le gouvernement Israélien a-t-il la moindre envie d'arrêter la guerre ? Il a désormais la main presque complète sur Gaza et la Cisjordanie. Il a largement cassé l'emprise de l'Iran. Il ne peut voir désormais la « paix définitive » que dans l'absorption de tout ce qui à l'est du Jourdain et à Gaza dans une sorte de confédération qui priverait les arabes de Palestine du pouvoir militaire. Les populations arabes sont mises en demeure de devenir soit des arabes israéliens, soit des citoyens autonomisés dans une structure qui leur fait perdre tout pouvoir militaire, soit de partir. Ce qui s'est passé le 7 octobre interdit probablement à jamais à Israël la création d'un état palestinien de plein exercice. Pour Israël et ses alliés américains, il reste à bloquer définitivement la création d'une arme atomique par l'Iran et d'anéantir la menace Houtis. C'est le cœur de ce qui va se passer cette année. La pax americana n'est pas pour tout de suite.

La pression sur la Chine va devenir extrêmement forte. Les réactions sont incertaines. Il est clair qu'elle ne peut plus ambitionner d'absorber toute la production du reste du

monde, accumuler des excédents extrêmes et les utiliser pour acheter l'Afrique, fournir une aide militaire à la Russie et construire une armée surpuissante, voire conquérir ce que la Chine estime lui appartenir.

Nous pouvons relever quelques certitudes :

Ni l'Europe ni les Etats-Unis ne peuvent se satisfaire de l'organisation mondiale actuelle qui entraîne une stagnation de longue durée avec une érosion massive du pouvoir d'achat de leur classe moyenne. L'ampleur des dettes accumulées aux Etats-Unis comme en France ne garantit qu'une explosion finale. Si la tragi-comédie que vient de jouer les Etats-Unis doit avoir un sens historique positif, ce n'est que par la prise de conscience qu'il faut bâtir un nouvel ordre monétaire et commercial international.

L'Eurosystème souffre lui aussi d'un grave défaut qu'il faut absolument corriger : il ne permet pas de réduire les énormes déséquilibres des balances de paiements avec toutes les conséquences négatives qui en découlent. Il faut donc d'urgence le réformer. Supprimer l'Euro est impensable. La solution rapide et non disruptive est de taxer les grands excédents. L'Allemagne doit cesser son mercantilisme et ne doit plus aspirer toute l'épargne européenne.

Comme les Etats-Unis, l'Europe doit en finir avec un écologisme fou qui détruit l'économie et le budget des nations composantes sans aucun effet possible sur le climat, et également prendre conscience des énormes dégâts des mesures administratives Woke qui, au nom d'une vertu incertaine, consomme des ressources gigantesques qui seraient mieux employées ailleurs. La Commission doit cesser d'être le gouvernement des ONG mais le secrétariat d'une Union Européenne efficace soucieuse de protéger et améliorer la vie des nations membres. Le retour d'un Tarif extérieur commun et la mise sous contrôle des prix de transfert sont critiques.

La France a un rôle majeur à jouer dans cette séquence historique majeure.

Il n'y a malheureusement rien à attendre des autorités politiques nationales actuelles.

4. La réaction totalement creuse et décalée du macronisme

4.1 – Emmanuel Macron persiste et signe : il ne gèrera jamais que lui-même, son image et son job d'après !

Olivier Marleix l'avait bien vu : Emmanuel Macron ne gère que lui-même. Il affirmait tout haut ce que tous constataient sans oser le dire. Depuis la scandaleuse dissolution qui a mis les institutions en très grandes difficultés, les propos réalistes et crus sur les problèmes psychologiques du « Jupiter déchu » ne manquent pas, de la part souvent d'anciens proches et de thuriféraires de la « macronie heureuse ». Un livre vient même de sortir sur « le président toxique ». Rappelons que la toxicité est **la capacité de tuer la vie**. L'Edition ; pourtant largement acquise à la gauche et au macronisme, n'hésite même plus à signaler qu'Emmanuel Macron peut tuer le pays ! Du jamais vu ! Jean Montaldo avait osé dénoncer, à juste titre, « Mitterrand et les quarante voleurs ». Il ne l'a

jamais décrit comme un vecteur de maladie mortelle pour la France, même si la thèse aurait pu se défendre.

Le plus curieux est que le Président Macron s'acharne à donner raison à ses détracteurs. Depuis la campagne pour les Présidentielles, la fine équipe qui le conseille a réussi à prouver à la fois son adresse tactique et son incapacité totale de prendre en compte l'intérêt national.

On se souvient que l'année précédant l'élection, le président-candidat avait lâché des promesses à répétition pour un coût global de plus de 60 milliards d'euros ! Après avoir refusé tout dialogue démocratique avant le premier tour, il avait saturé les médias au second contre Marine Le Pen, si utile, et en exploitant la guerre d'Ukraine, pour se faire élire sans qu'aucune des grandes questions nationales ne soit abordée. Il désertera alors le terrain et se retrouvera aux législatives avec une majorité relative. Il refusera toute alliance pour rester « le maître des horloges », tout en laissant filer tous les déficits en 2023 et 2024 pour finir dans la catastrophe de juin 2024. Il est totalement absent, jusqu'au ridicule, de la réflexion sur les grandes questions du moment.

Il se contente de propos d'aéroport ou délivrés dans des avions. Il semble croire que cela crédibilise sa fonction présidentielle pour le populo. Sa conférence théâtrale pour affirmer qu'à nouveau nous étions « en guerre », n'était qu'une de ces opérations-image de la plus basse inspiration dont il a pris l'habitude.

En agitant ses petits poings à bagoues contre la Russie qu'il déclare vouloir contrer militairement en Ukraine et contre Israël à qui il oppose sa volonté de reconnaître un pays palestinien, en pleine guerre alors qu'il est dominé par les terroristes du Hamas qui détiennent des otages, il croit exister, alors qu'il met la France dans l'embarras. Silence total sur la disruption mondiale provoquée par Trump, sinon des propos belliqueux et hors-sol ne pouvant déboucher sur rien. En revanche il cède sur toute la ligne au sinistre président Tebboune qui humilie la France. Au passage il se « paie » le pauvre Retailleau, désavoué et réduit à parler pour ne rien dire. L'intérêt de la France ? Quel intérêt ?

Vis-à-vis de l'Europe, nous avons tout accepté et nous payons pour des politiques absurdes et coûteuses. Emmanuel Macron en resté à une soumission de principe à tous les Oukases européens pour préparer son « job d'après ». Et il n'y a rien à espérer de différent.

4.2 - L'étatisme slumdog millionnaire contre les gueux

Nous avons évoqué dans notre dernière note politique le nouveau socialisme « slumdog millionnaire », celui qui, à l'image de ces mafias indiennes qui crèvent les yeux ou mutilent des adolescents pour renforcer leur capacité de mendier, ou prélèvent qui un rein, qui un poumon, qui des cornées, pour les vendre et se faire du revenu, cherche le salut du pays en vendant son capital.

Nous devons compléter ce tableau hideux par les pratiques qui veulent priver les classes populaires de leur capital vital au nom naturellement de l'écologie et des petits oiseaux. Elles

sont mises en œuvre par des hauts fonctionnaires faisant carrière dans la politique et qui se moquent du monde, en toute bonne conscience et avec un sourire narquois.

On se souvient de Mme Wargon, fille de Lionel Stoleru et d'une énarque, énarque elle-même, qui sous l'égide de l'énarque Macron, Président, et de l'énarque Philippe, Premier Ministre, s'en était pris violemment :

- Aux « poubelles thermiques » ayant un DPE défavorable, oubliant que des millions de gens y vivaient et se sentaient insultés par un tel vocabulaire, avant d'être mis à la rue par la fin de leur contrat de location.
- Aux pavillons et maisons individuelles considérés comme toxiques, alors que c'était le rêve réalisé ou à réaliser de millions de personnes pauvres ayant travaillé dur.

Voilà qu'une énarque, Mme Pannier Runacher, frappe ceux qui possèdent l'essentiel du parc de voitures anciennes et polluantes et qui doivent renoncer à les utiliser, notamment dans le cadre des ZFE, zones à faible émission. Sur les 41 millions de voitures en circulation, 22 millions sont exclus de circulation et perdent leur valeur d'usage et donc de revente. Même en évaluant à 5 000 euros, un minimum, la perte de valeur, on arrive à des sommes extravagantes : à peu près de la valeur des économies que l'Administration ne veut pas faire pour elle-même ! Un beau jour, Mme Pannier Runacher, jusqu'ici inconnue, a fait l'objet d'un article dans le Point mettant en valeur ses excellentes qualités. L'article annonçait de facto son surgissement gouvernemental, voulu de façon jupitérienne par Emmanuel Macron qui aime se servir dans le vivier des Inspecteurs des Finances féminins, encore assez réduit. Et la voilà projetée directement dans des postes gouvernementaux importants sans être passée par l'élection et une carrière politique de terrain. Le type même de la promotion clanique, loin du peuple qui caractérise la dernière décennie et décourage le vote et l'engagement des simples citoyens.

Alexandre Jardin a fait des ZFE l'objet d'un livre court mais bien senti, Les #Gueux, chez Michel Lafon, qu'on invite tout le monde à lire et relire. Il montre le caractère vicieux des mesures prises et leurs conséquences. Il a raconté, il y a quelques jours, sa rencontre avec Mme Pannier Runacher et la réaction d'icelle devant sa description des conséquences de sa politique pour les plus pauvres des Français. Une inconscience totale ! Une méconnaissance abyssale ! Une indifférence de plomb ! Et une réaction lunaire : les pauvres n'ont pas de voiture ! Et elle se dit « de gauche », à l'aile gauche de la Macronie.

Alexandre Jardin n'est pas allé au bout de ses constats. Les éoliennes qui s'implantent partout en masse font perdre toute valeur **aux maisons** qui se retrouvent à proximité. Combien de maisons sont ou seront concernées par ces bientôt 20.000 éoliennes implantées dans les campagnes ? Personne ne souhaite les compter. Plusieurs centaines bientôt plusieurs milliers, si on continue comme cela. A chaque fois c'est une perte en capital de plusieurs dizaines de milliers d'euros voire de centaines de milliers d'euros. Naturellement, ce sont rarement des villas de luxe, mais un patrimoine de gens modestes : des maisons de 250 à 400.000 euros qui deviennent invendables ou à des prix de casse. Collectivement ces propriétaires vont perdre plusieurs milliards d'euros. Tout le monde s'en fout !

Ruiner les pauvres ne gêne pas plus la haute fonction publique étatiste et clanique que les socialistes et les Verts.

On l'avait déjà vu avec les paysans pauvres et le « greendéal » : ils pouvaient bien aller se pendre. Le ministre des Finances Éric Lombard, modèle Jurassic park, tente de son côté de supprimer les petites exonérations de TVA dont bénéficient des entreprises individuelles qui ont

souvent été créées par des personnes licenciées et ne trouvant plus de boulot. Elles survivent avec un chiffre d'affaires de quelques milliers d'euros. Mais il faut, il faut absolument, il faut absolument et immédiatement que la TVA soit prélevée dès le premier euro. On sent aussitôt la connaissance du terrain de notre ministre des finances et sa grande considération pour « les gueux ».

Les Républicains doivent prendre la tête d'un mouvement de protestation contre ces pratiques et dénoncer les conséquences. Surtout ne pas chercher de compromis au Parlement sur ces mesures déplorables qui de surcroît ne servent strictement à rien en matière climatique et pousse à la hausse le coût de l'électricité pour tous, mais surtout pour les industriels, les artisans et ...les pauvres.

Conclusion

La situation mondiale est catastrophique

La paralysie européenne est catastrophique

La situation présidentielle française est catastrophique.

La situation budgétaire française sera désespérée en cas de crise de liquidité mondiale.

L'économie est en berne et gravement menacée.

Les Français, rackettés de tous côtés, sont en danger.

La France traverse une de ses pires époques.

Quel doit être le rôle IM-PE-RA-TIF de LR, héritier du fondateur de la cinquième République ?

Pas d'alternative : organiser **le SURSAUT**.

Nous proposons quatre initiatives :

- Changer le nom de LR en **Forces Françaises Libres**
- **Changer le logo**



- o Avec le slogan **Indépendance, Courage et Prospérité**
- o Avec l'ambition de **sortir du désastre**
- Lancer le plan de reconquête municipale **EQUILIBRE**

Nous avons déjà donné le détail des Plans d'espoir pour la ville (PEPV) et pour Paris les Plans d'espoir pour l'arrondissement (PEPA). Nous préciserons les superstructures d'EQUILIBRE dans les semaines à venir.

- Lancer le plan de sursaut national nommé **600 MILLIARDS+**

Ce plan sera également détaillé dans les semaines à venir.

EQUILIBRE et 600 milliards+ forment un « **bulldozer pour gagner** ». Le dimanche du second tour des élections municipales doit devenir **le jour de libération** et celui du second tour des élections présidentielles **le jour de l'espérance**

Nous ne pouvons pas faire moins.

Faisons le constat que nous sommes le seul parti capable de générer l'énorme force de rebond nécessaire à la France et aux Français. LFI ; le PS, les Macronistes, les centristes et le RN sont hors-jeu. Ce n'est pas avec eux que les Français peuvent investir leur espoir et gager leur avenir.

Certains LR pensent que le rétablissement de l'ISF et d'une forme de vignette, la baisse du revenu des retraités, la pérennisation des sur-impôts sur les « riches », le plan énergétique absurde, la soumission à l'Union Européenne ou à l'Algérie, ne sont pas une cause de départ du gouvernement. Ils se disent qu'ils atténueront tout cela de l'intérieur. Ce n'est pas ce qu'on constate. En juin, il faudra partir du gouvernement, en refusant de préparer un budget 2026 entièrement fiscal comme en 2025. Sinon, ils interdiront toute construction d'un nouveau mouvement en phase avec l'opinion et en ligne avec l'intérêt de la France et des Français, alors qu'Emmanuel Macron manigance, comme toujours, tous les mauvais coups possibles.

Le parti fondateur de la cinquième République doit annoncer qu'il va relever le gant du sursaut et du rebond, aussitôt ses instances de direction élues et qu'il va foncer sans entraves. Les échéances électorales vont bientôt arriver. Toutes. Très vite.

Il faut foncer.